



Comité régional de l'installation et de la transmission (CRIT) du 23 janvier 2020



Ordre du jour

- 1) **Bilan des installations** aidées et non aidées
- 2) **Bilan de l'activité** des points accueil installation et transmission (**PAI et PAT**), des centres d'élaboration des plans de professionnalisation personnalisés (**CEPPP**) et des **stages 21h**
- 3) **Bilan** des dispositifs d'accompagnement de l'installation transmission en agriculture **AITA** (État et Région)
- 4) **Financement des formations pré-installation**
- 5) **PAC 21-27** : période de transition et perspective sur la mise en place du nouveau programme
- 6) **Questions diverses**

1 – Bilan des installations aidées et non aidées

→ Installation des moins de 40 ans et des plus de 40 ans entre 2010 et 2018 (données MSA)

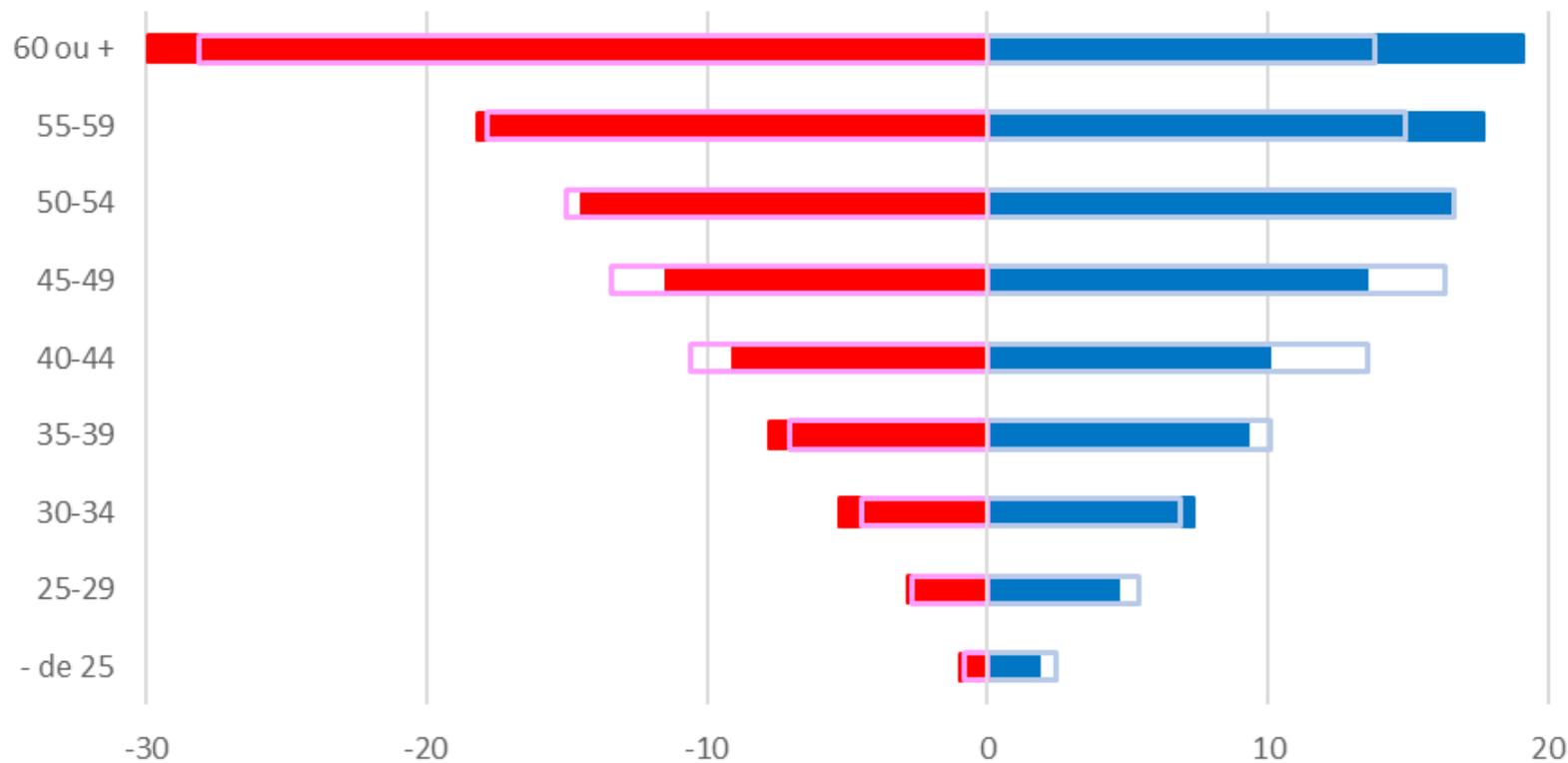
Note de méthode

- Les données présentées ici sont issues de la MSA
- Elles décrivent la population des chefs d'exploitants agricoles affiliés au régime des non-salariés agricoles de la MSA
- Elles sont localisées à l'adresse du siège d'exploitation
- Les installations sont décrites de 2010 à 2018. Elles ne comprennent pas les transferts entre époux

Chefs d'exploitation : net recul de la part des 35 – 50 ans

Répartition par sexe et âge des chefs d'exploitation

Part de la classe d'âge en %



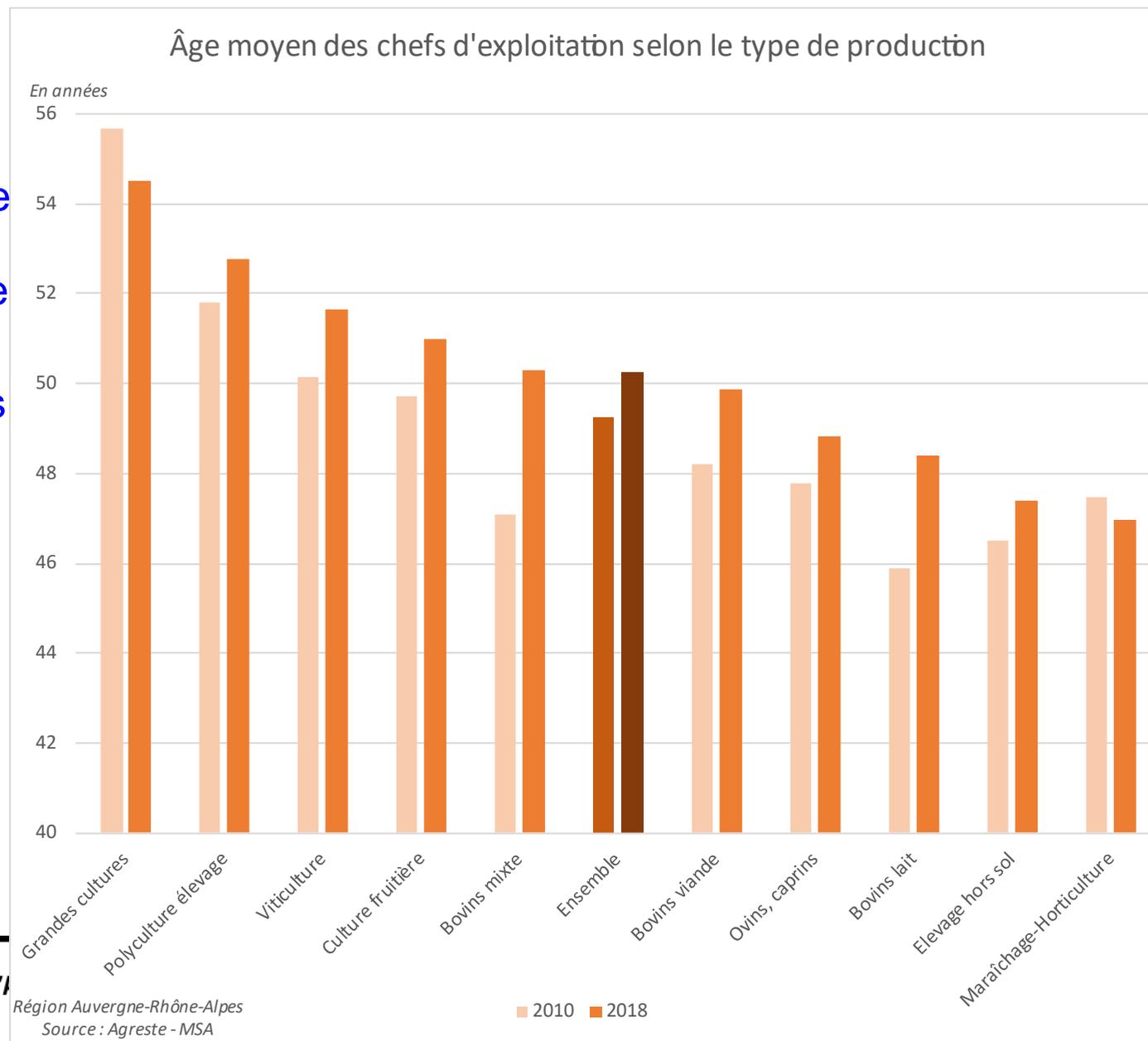
Source : Agreste - MSA
Région Auvergne-Rhône-Alpes

Femmes 2010 Femmes 2018 Hommes 2010 Hommes 2018

- Vieillesse globale de la population des chefs d'exploitation
- Un quart des hommes de plus de 58 ans, un quart de femmes de plus de 61 ans
- Une part des jeunes constante entre 2010 et 2018

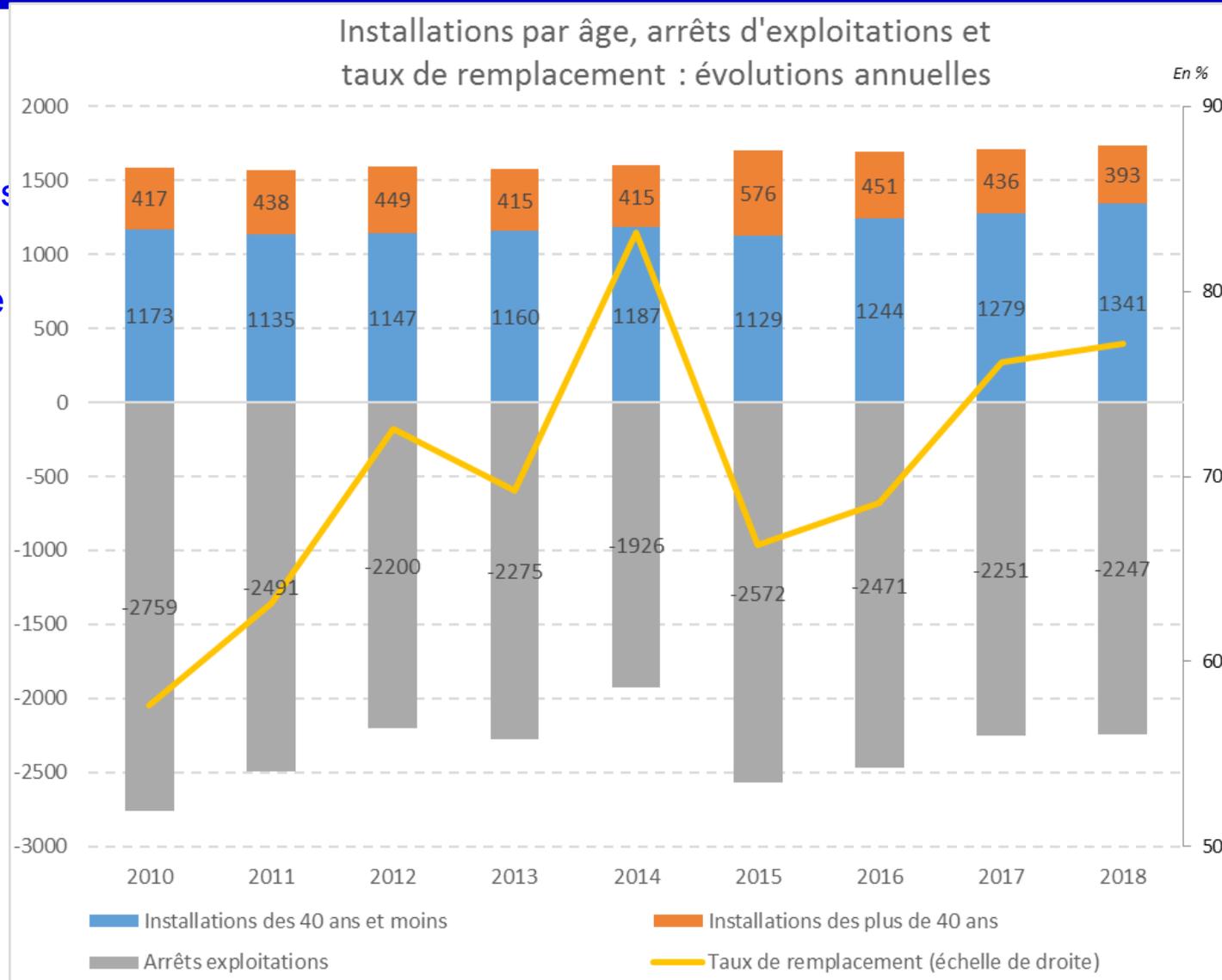
Hausse disparate de l'âge moyen des exploitants depuis 2010

- Augmentation d'un an de la moyenne d'âge des chefs d'exploitation entre 2010 et 2018
- Rajeunissement pour les grandes cultures et le maraîchage-horticulture
- Vieillessement marqué (+3 ans en 8 ans) pour les chefs d'exploitation d'élevage bovin lait et mixte



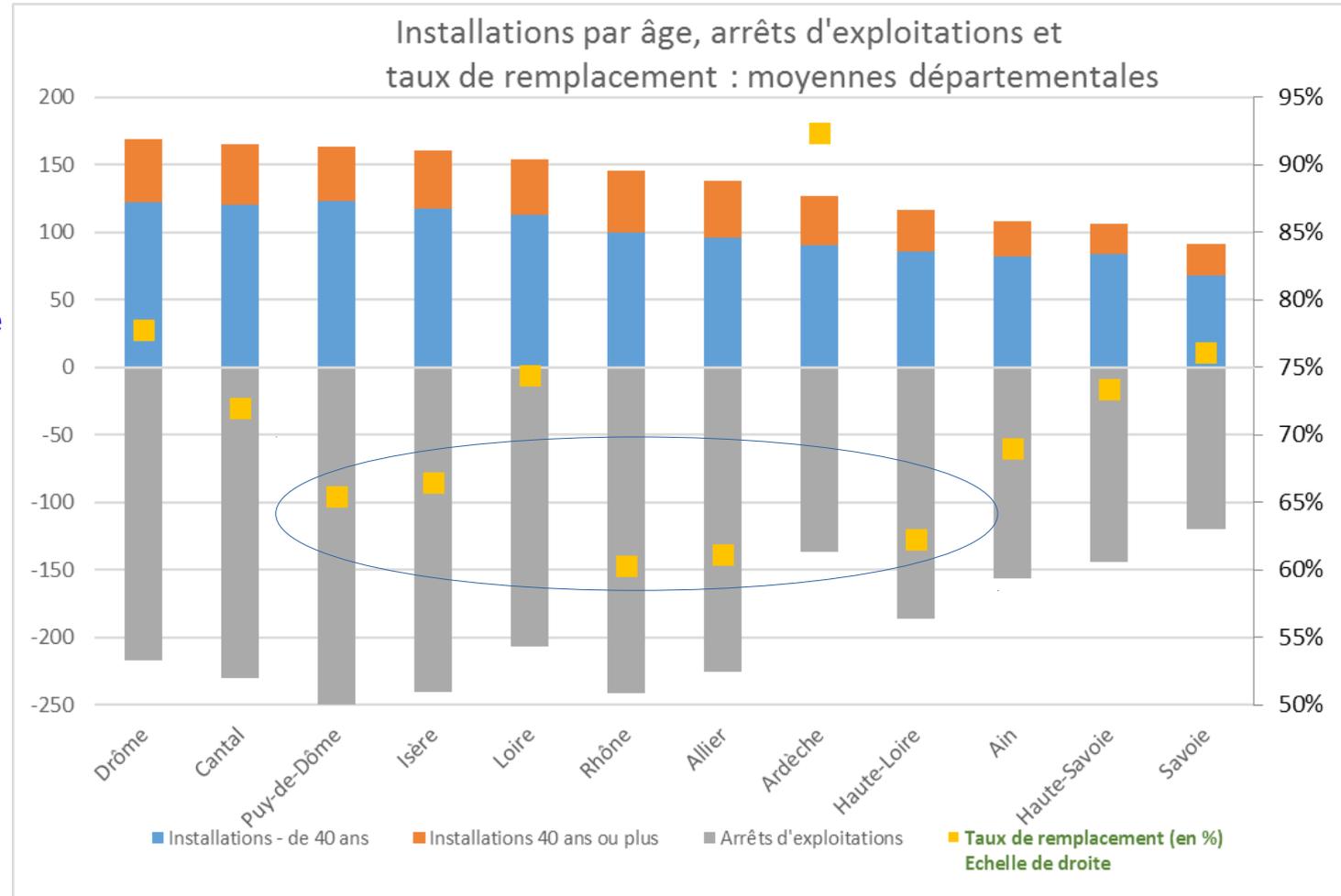
La baisse du nombre d'agriculteurs ralentit

- 1 600 à 1 700 installations chaque année
- Trois quarts de moins de 40 ans
- Un remplacement des départs en hausse
- *Les hausses de 2014 et 2015 sont dans une part dues au dispositif « Transparence GAEC »*



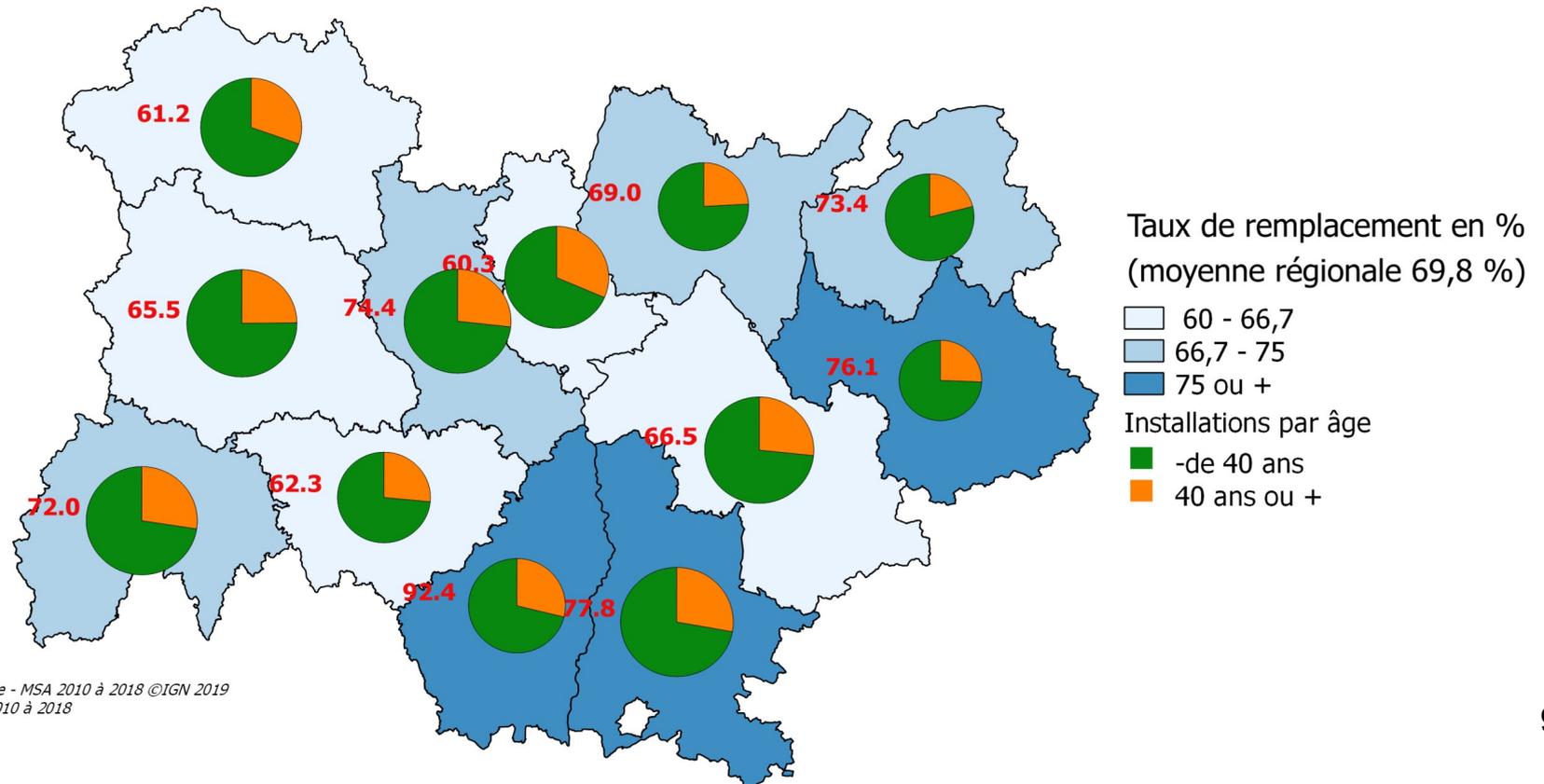
Une baisse partout mais d'intensité variable

- Le nombre d'exploitants diminue dans l'ensemble des départements
- Plus d'1 exploitant sur 3 disparaît en moyenne dans 5 départements (Allier, Isère, Haute-Loire, Puy-de-Dôme et Rhône)
- Plus de 3 arrêts sur 4 remplacés dans le Drôme, l'Ardèche et la Savoie



Les installations plus dynamiques dans l'est de la région Une part des jeunes agriculteurs plus importante dans l'Ain et la Haute-Savoie

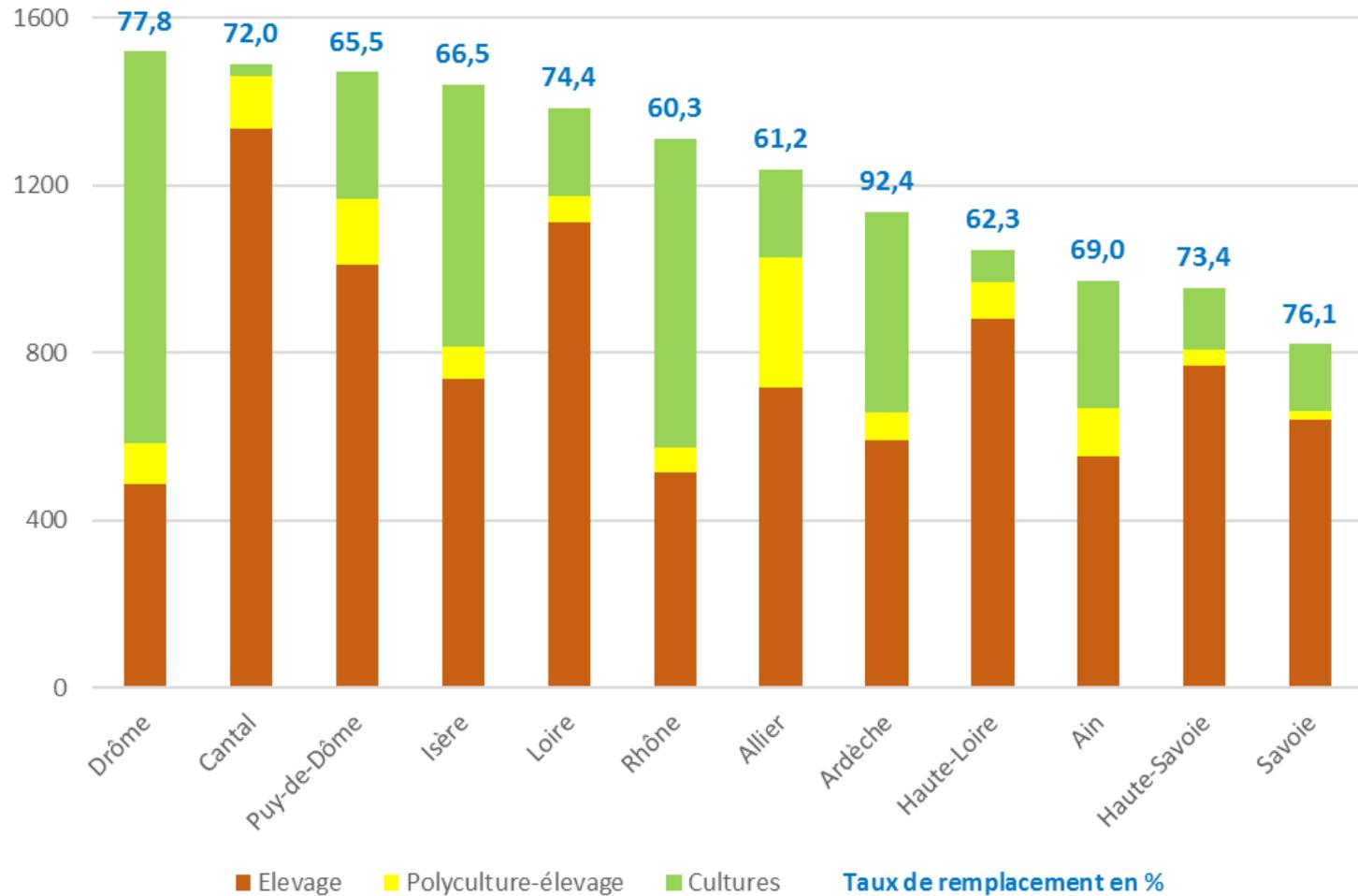
Taux de remplacement par département et répartition par âge des installés



Source : Agreste - MSA 2010 à 2018 ©IGN 2019
Moyennes 2010 à 2018

L'élevage majoritaire sauf dans la Drôme et le Rhône

Installations de 2010 à 2018 par type de production

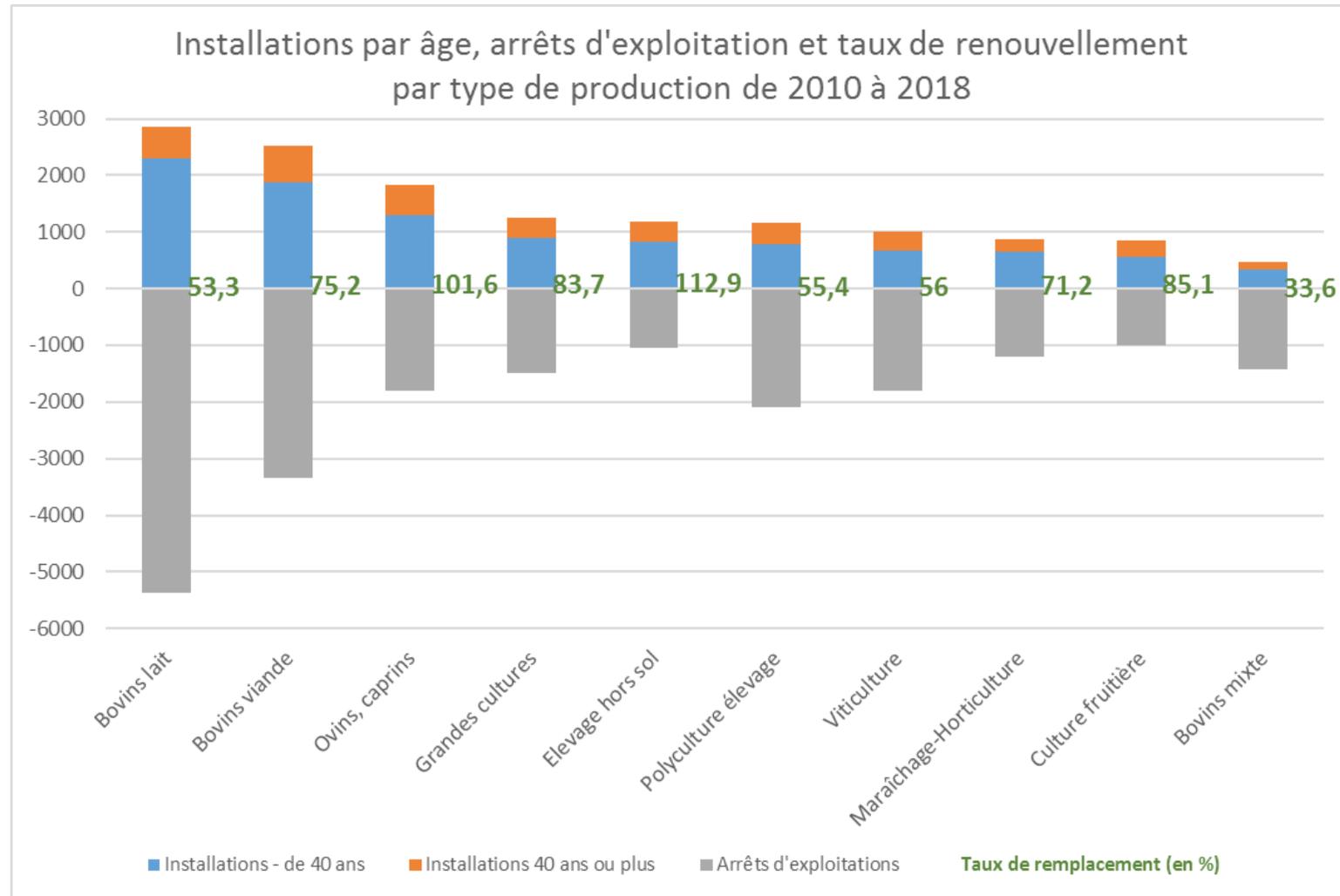


- Cantal, Haute-Loire, Haute-Savoie, Loire : plus de 80 % des installations dans l'élevage
- Pas de lien entre type d'exploitation et remplacement des arrêts

Source : Agreste – MSA 2010 à 2018
Somme des installations par département
Typologie d'exploitation selon l'ATEXA

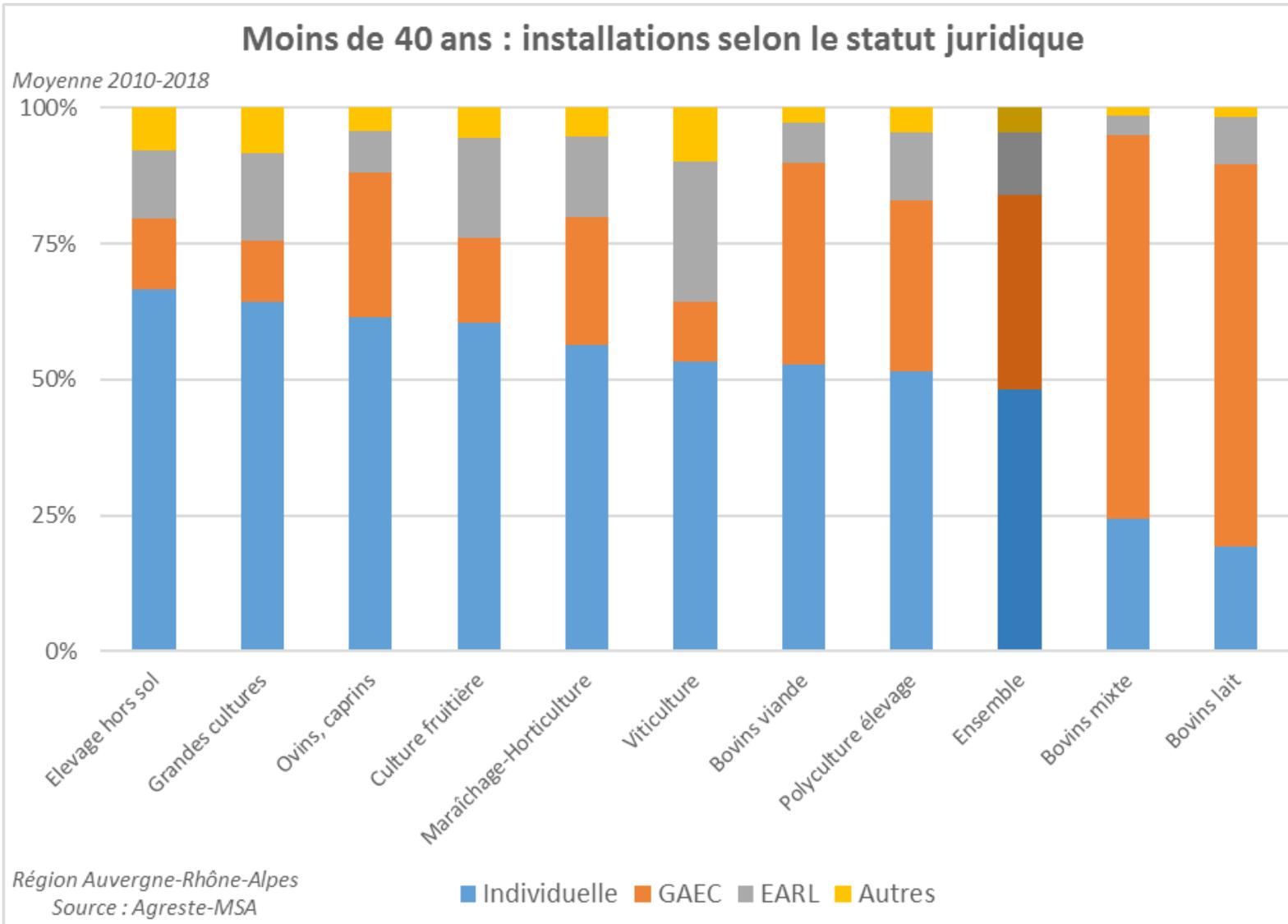
Hausse du nombre d'exploitations d'élevage ovin, caprin et hors sol

- 2010-2018 : arrêt de près de 12 000 exploitations d'élevage herbivore et 7700 installations
- Des installations nettes en élevage ovin, caprin et hors sol
- Arrêts nets importants dans l'élevage bovin, la viticulture et la polyculture

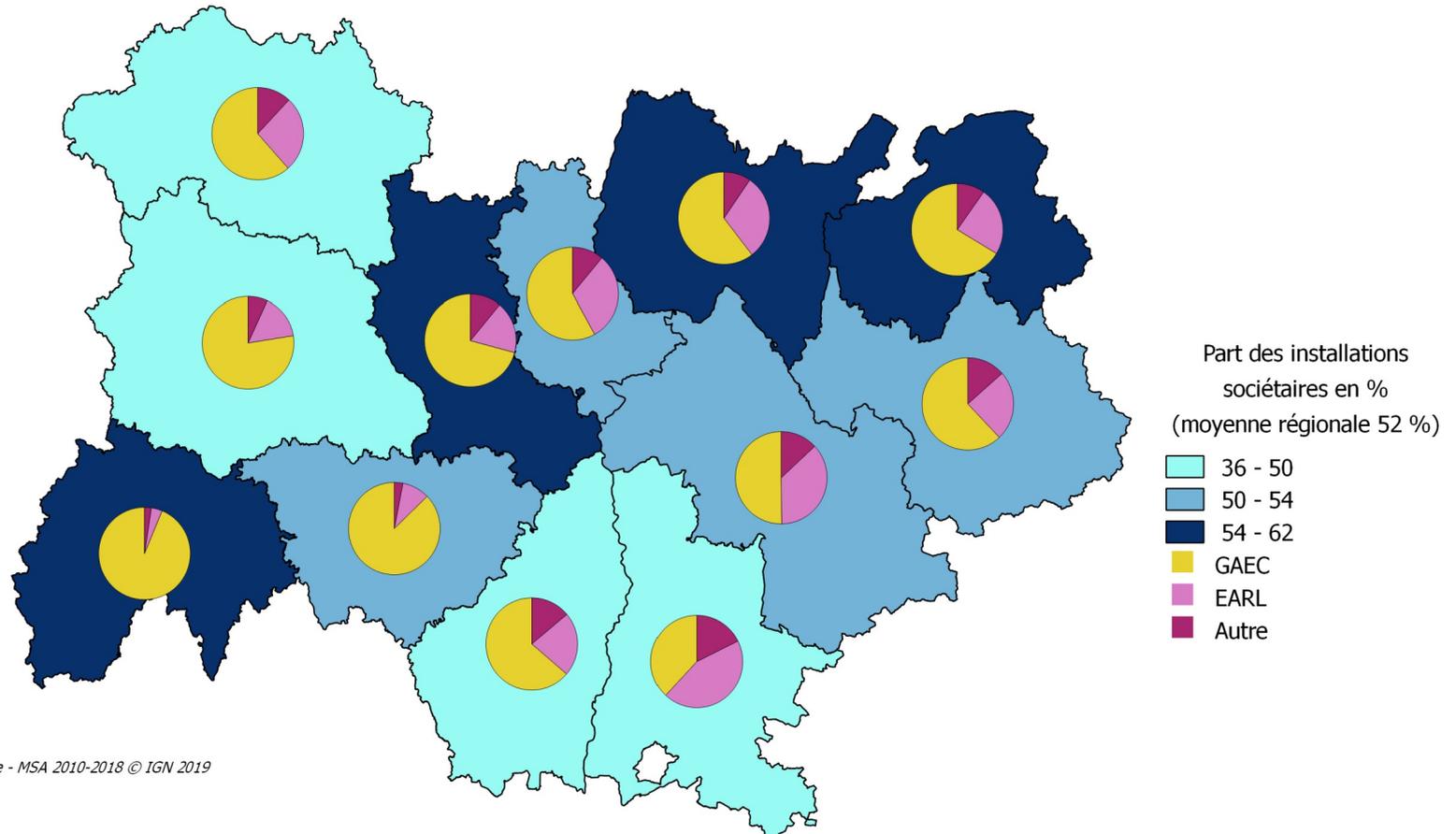


Source : Agreste – MSA 2010 à 2018
Installés de 2010 à 2018

- 50 % d'installations individuelles en moyenne
- Spécificité de l'élevage bovin laitier et mixte : majorité de GAEC
- EARL plus présentes dans les grandes cultures, l'arboriculture et la viticulture



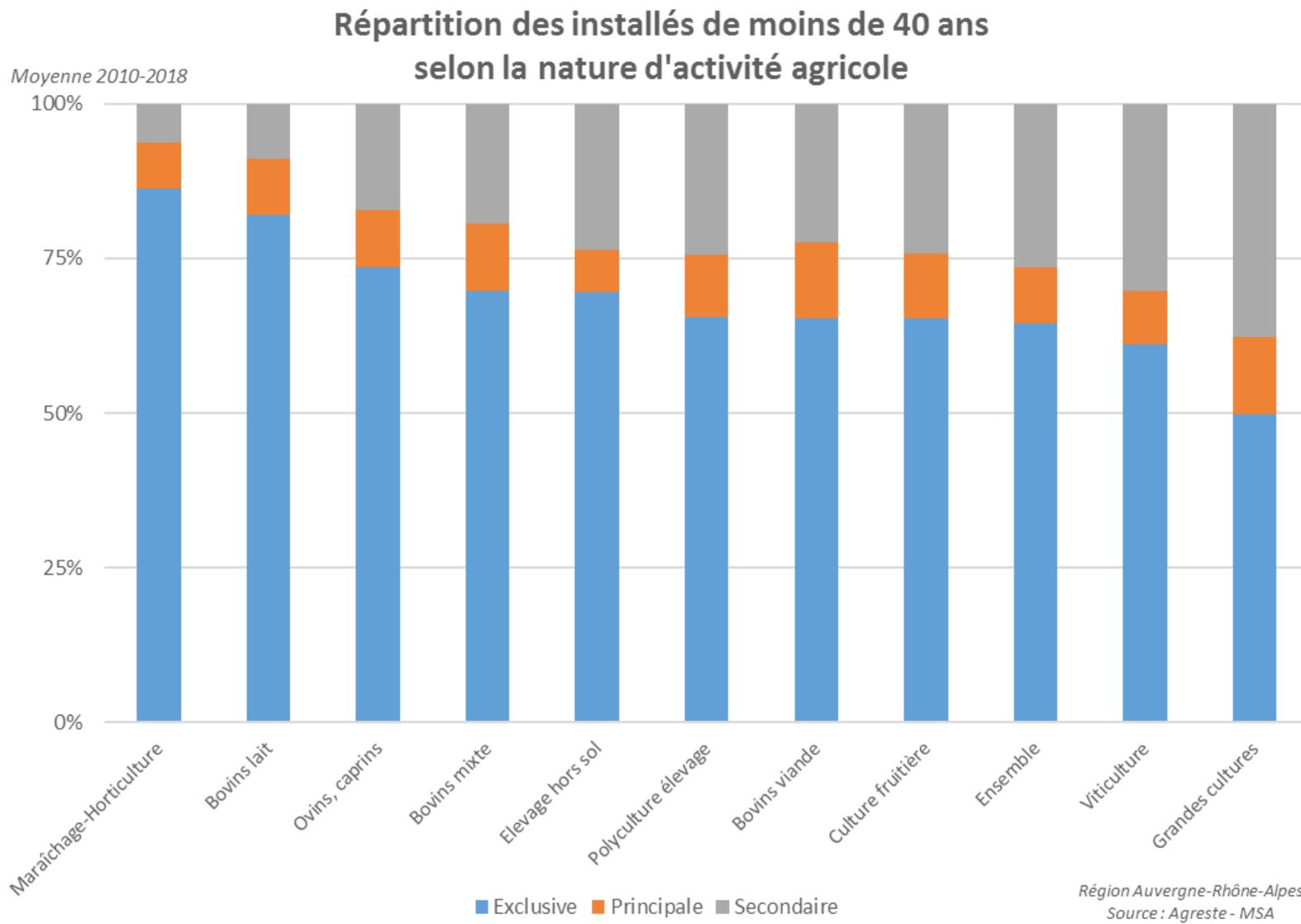
Part des installations sous forme sociétaire et répartition par type de société



Source : Agreste - MSA 2010-2018 © IGN 2019

Installés de moins de 40 ans : un tiers de pluriactifs

- 2/3 des jeunes installés exclusivement agriculteurs
- Faible pluriactivité dans le maraîchage-horticulture et l'élevage bovin-lait
- Une majorité de pluriactifs dans les grandes cultures



1 – Bilan des installations aidées et non aidées

- Installations avec DJA de 2015 à 2019 (données OSIRIS + tableau de suivi des DDT en 2019)***

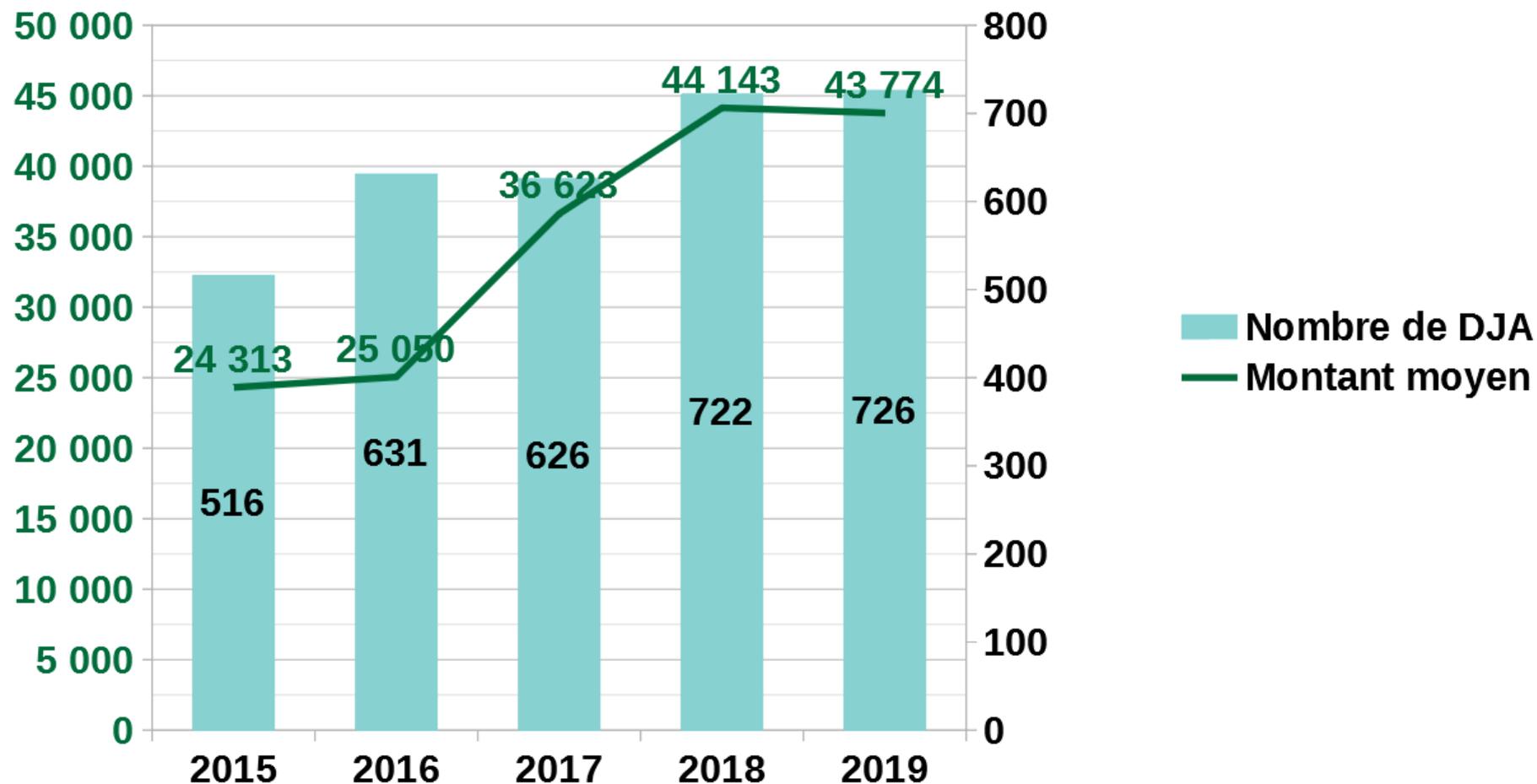
Rappel de la grille DJA appliquée depuis le 1/06/2017

		Plaine	Défavorisée	Montagne
1) DJA de base		12 000 €	16 000 €	24 000 €
2) Majorations	%	Plaine	Défavorisée	Montagne
HCF	15%	1 800 €	2 400 €	3 600 €
HCF avec coût important		4 000 €	4 000 €	4 000 €
VA et emploi	20%	2 400 €	3 200 €	4 800 €
Agroécologie	20%	2 400 €	3 200 €	4 800 €
Installation difficile	10%	1 200 €	1 600 €	2 400 €
Coût de reprise ou de modernisation	De 100 à 150 000 €	5 000 €	8 000 €	8 000 €
	De 150 à 200 000 €	7 500 €	11 500 €	11 500 €
	De 200 à 250 000 €	10 000 €	15 000 €	15 000 €
	De 250 à 300 000 €	12 500 €	18 500 €	18 500 €
	Plus de 300 000 €	15 000 €	22 000 €	22 000 €
3) DJA maximale	65%	38 800 €	52 400 €	65 600 €

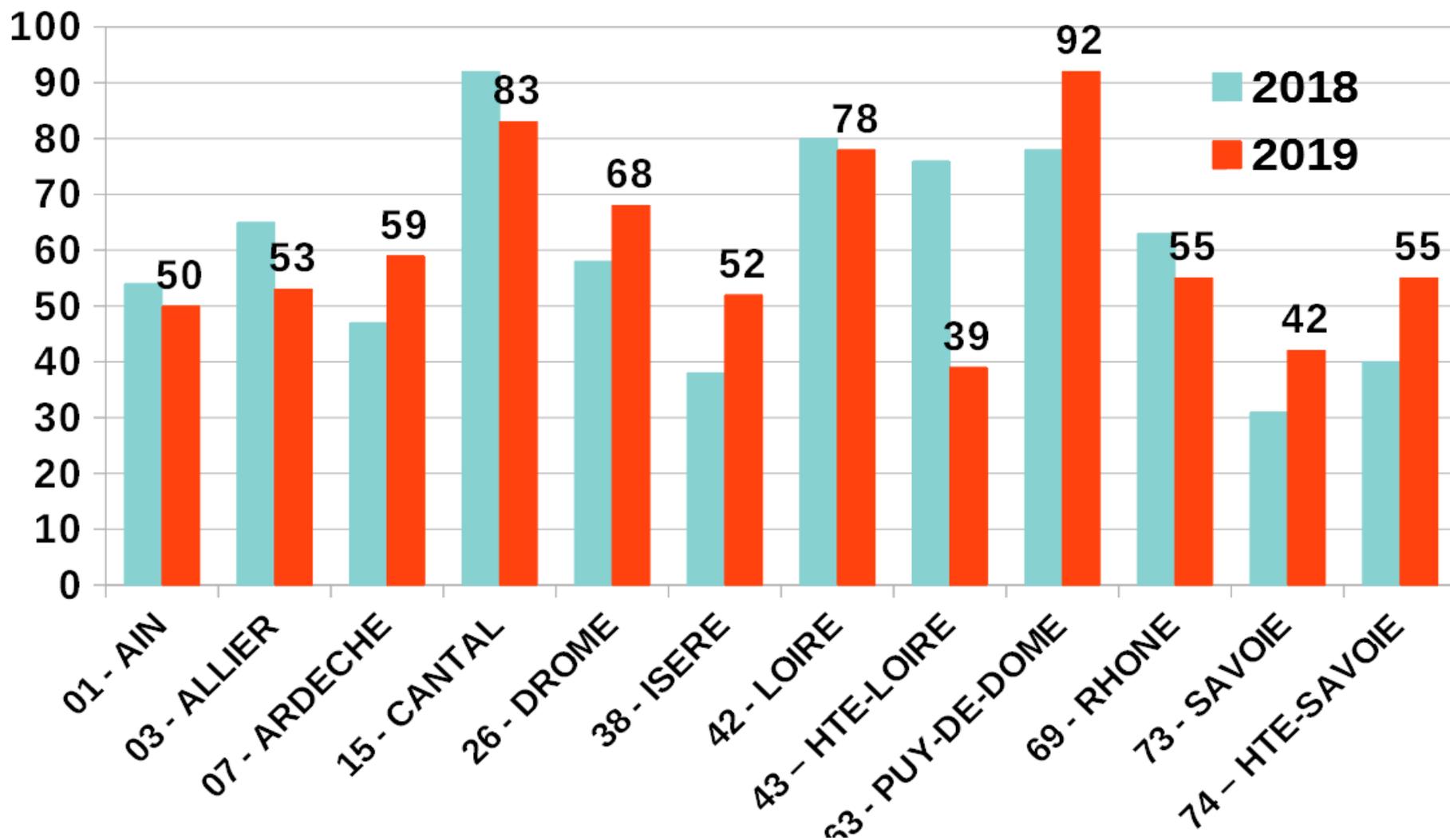
Nombre et montant des DJA de 2015 à 2019

Montant moyen des DJA

Nombre de DJA

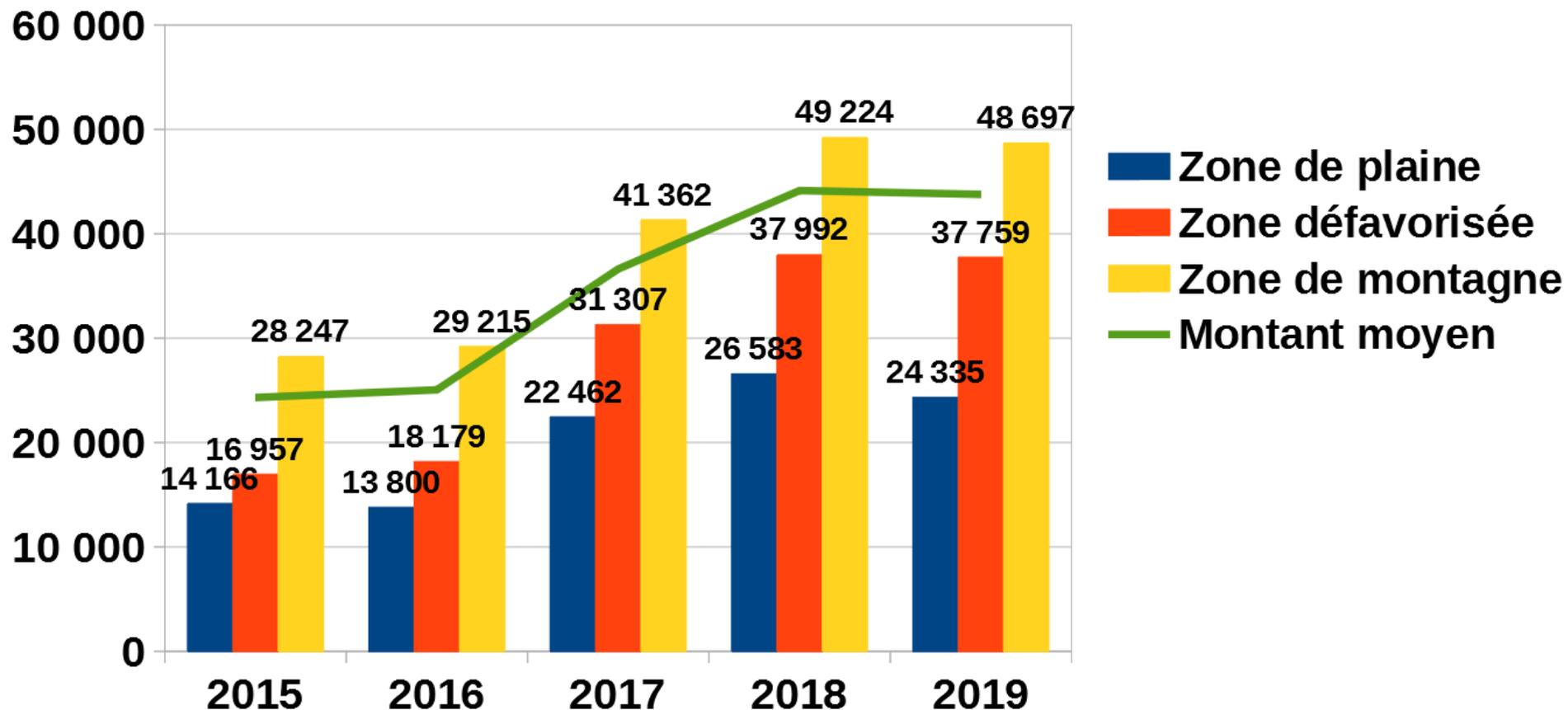


Nombre de DJA par département en 2018 et 2019



Montant moyen des DJA par année et par zone

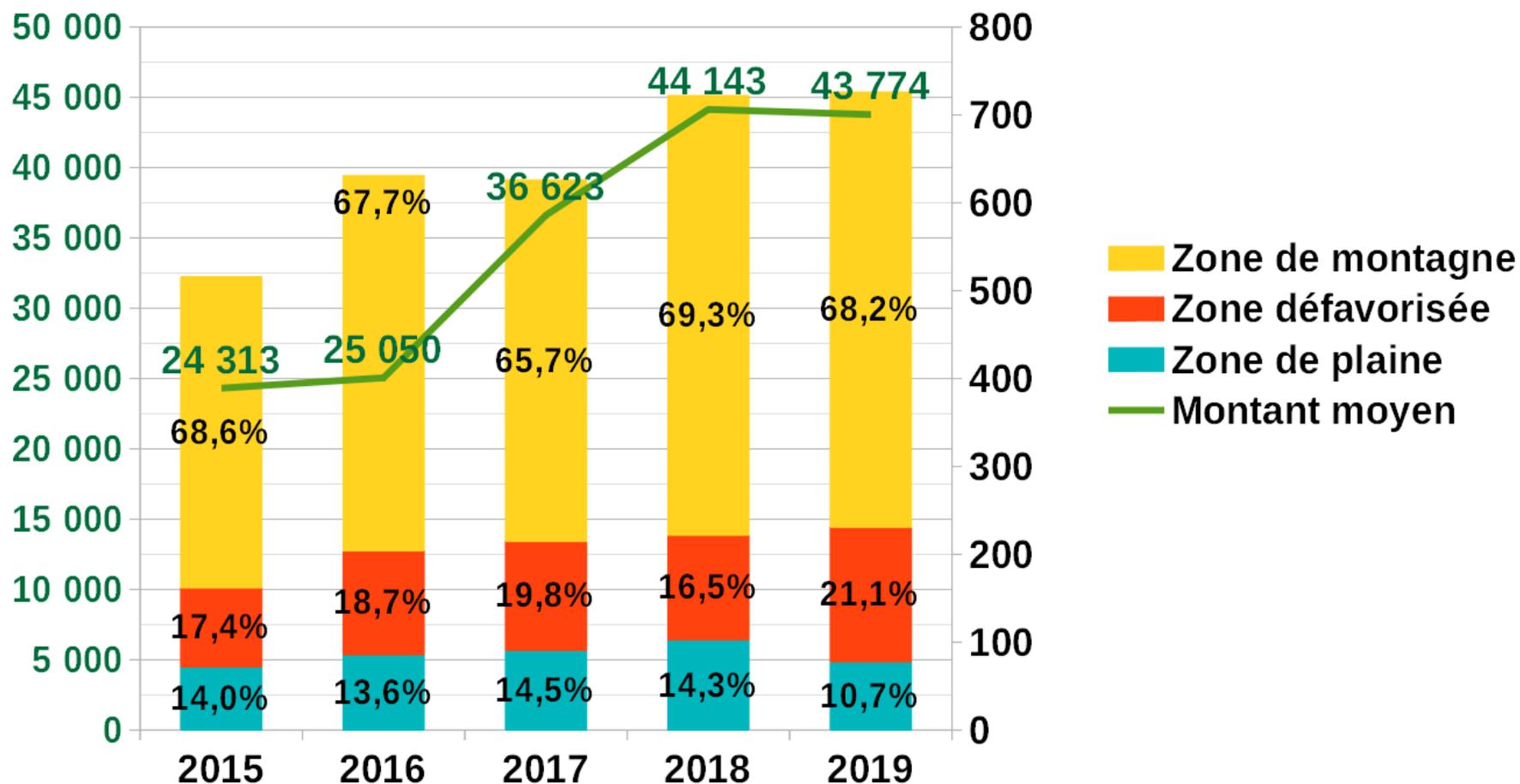
Montant moyen



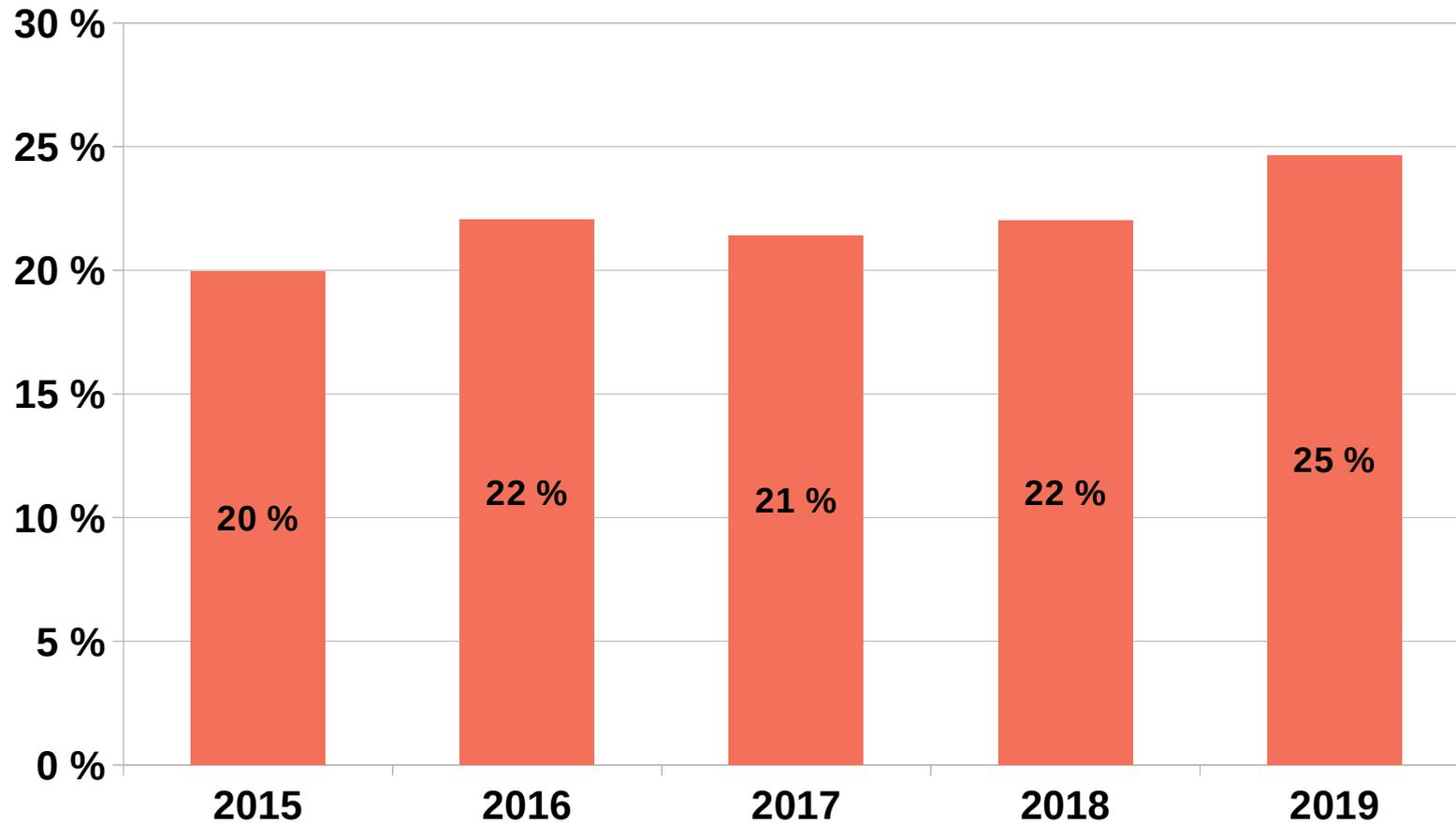
Nombre et montant moyen des DJA par année et par zone

Montant moyen des DJA

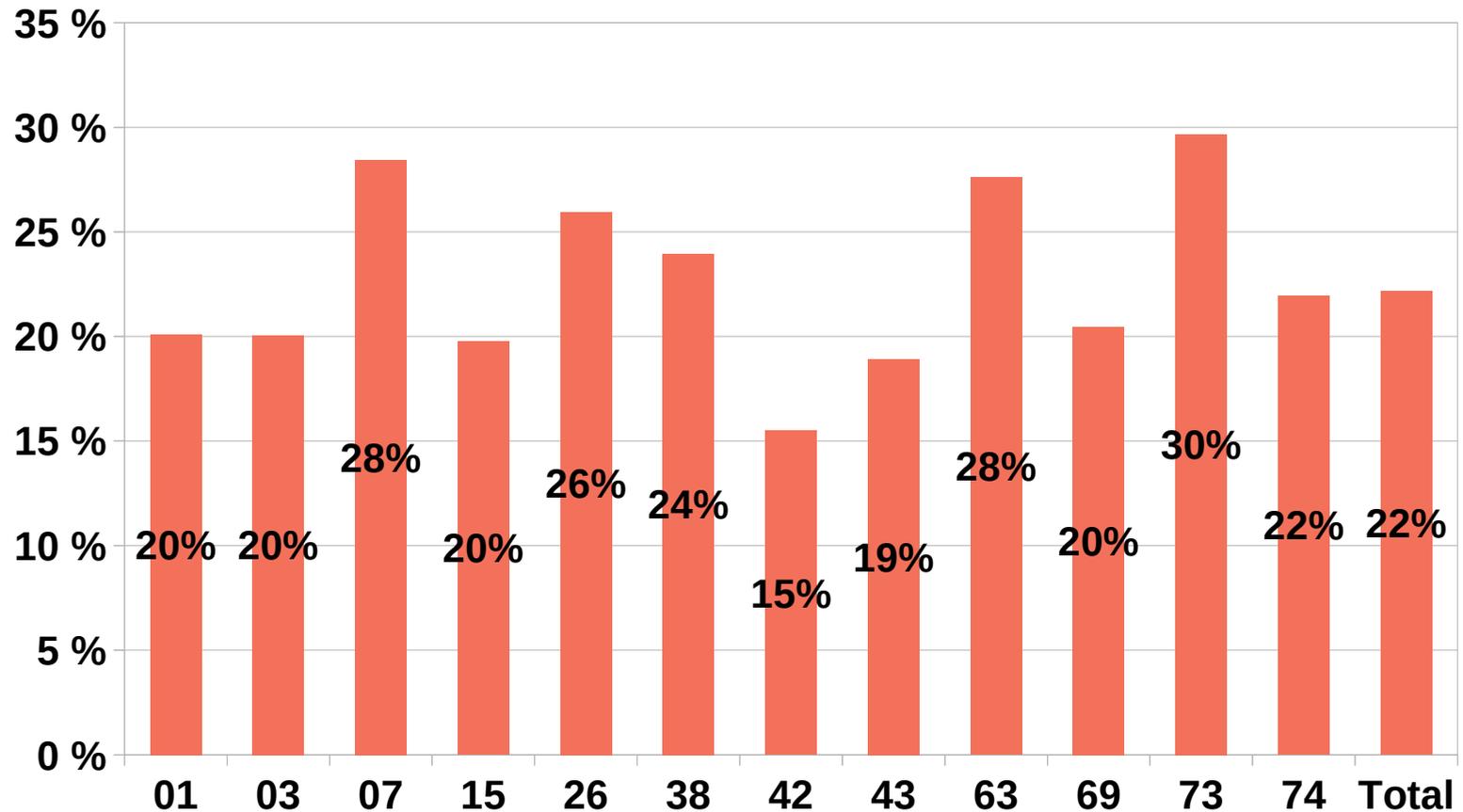
Nombre de DJA



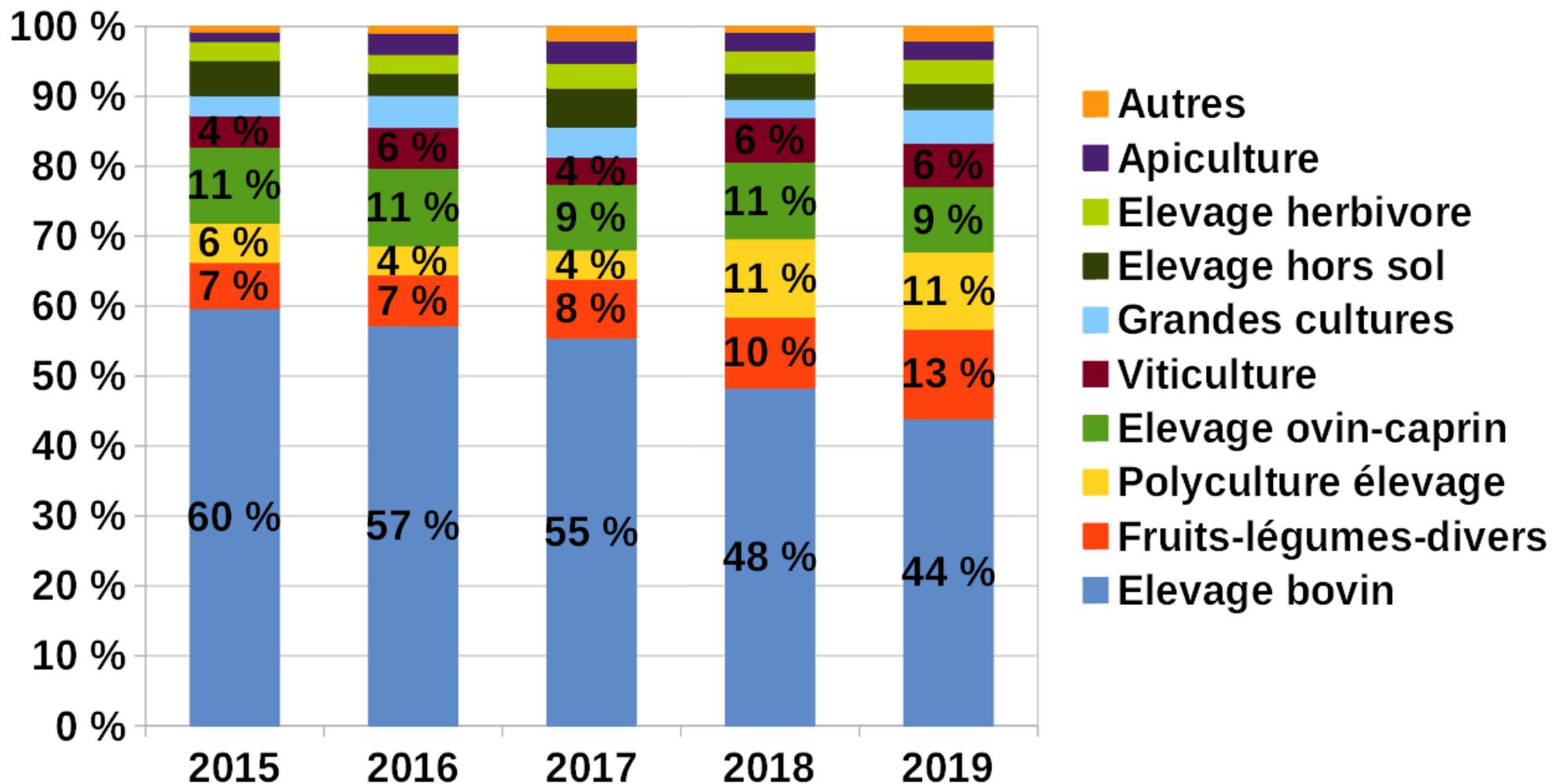
Taux de femmes parmi les installations aidées



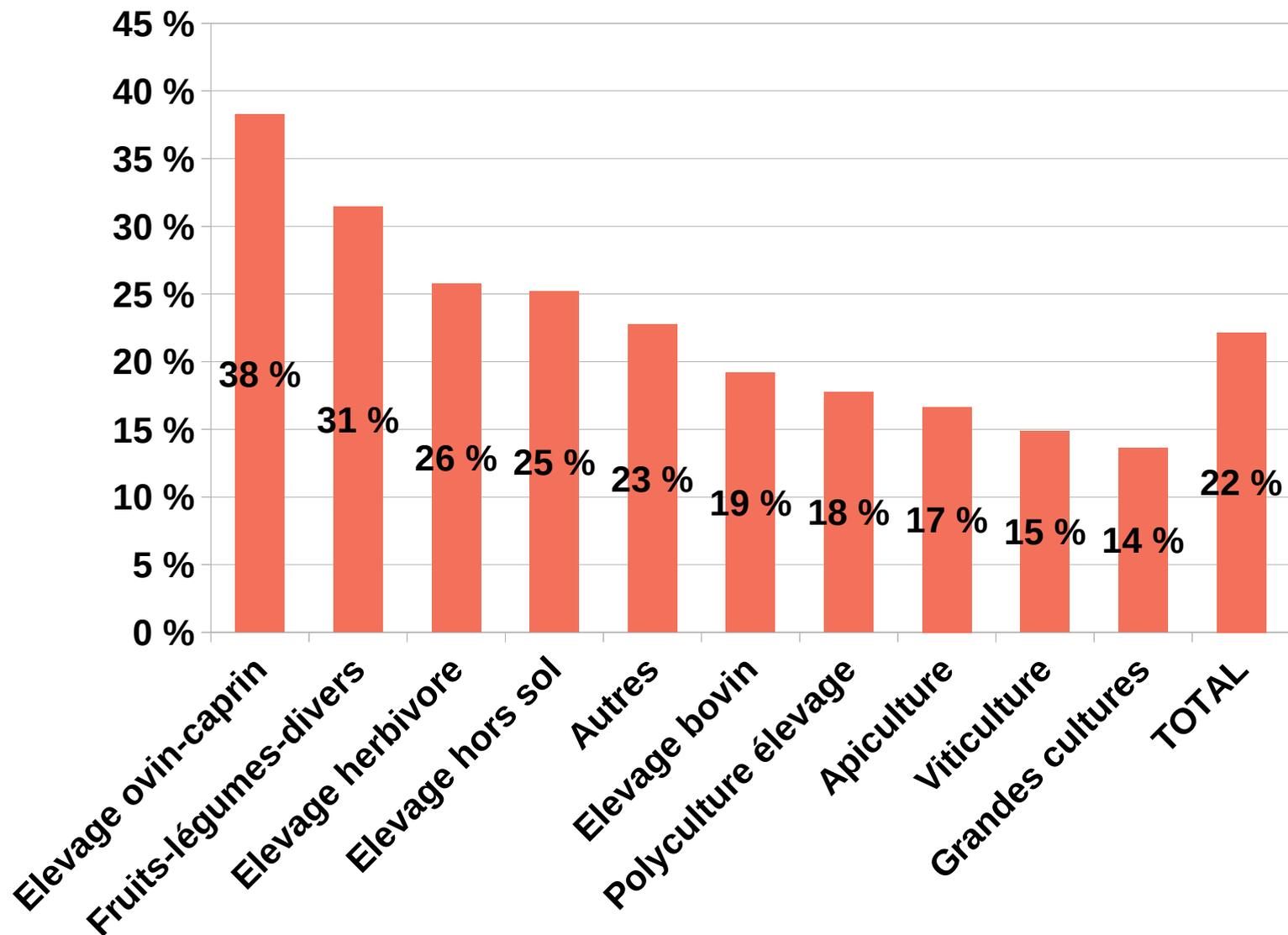
Taux de femmes parmi les installations aidées (moyenne par département de 2015 à 2019)



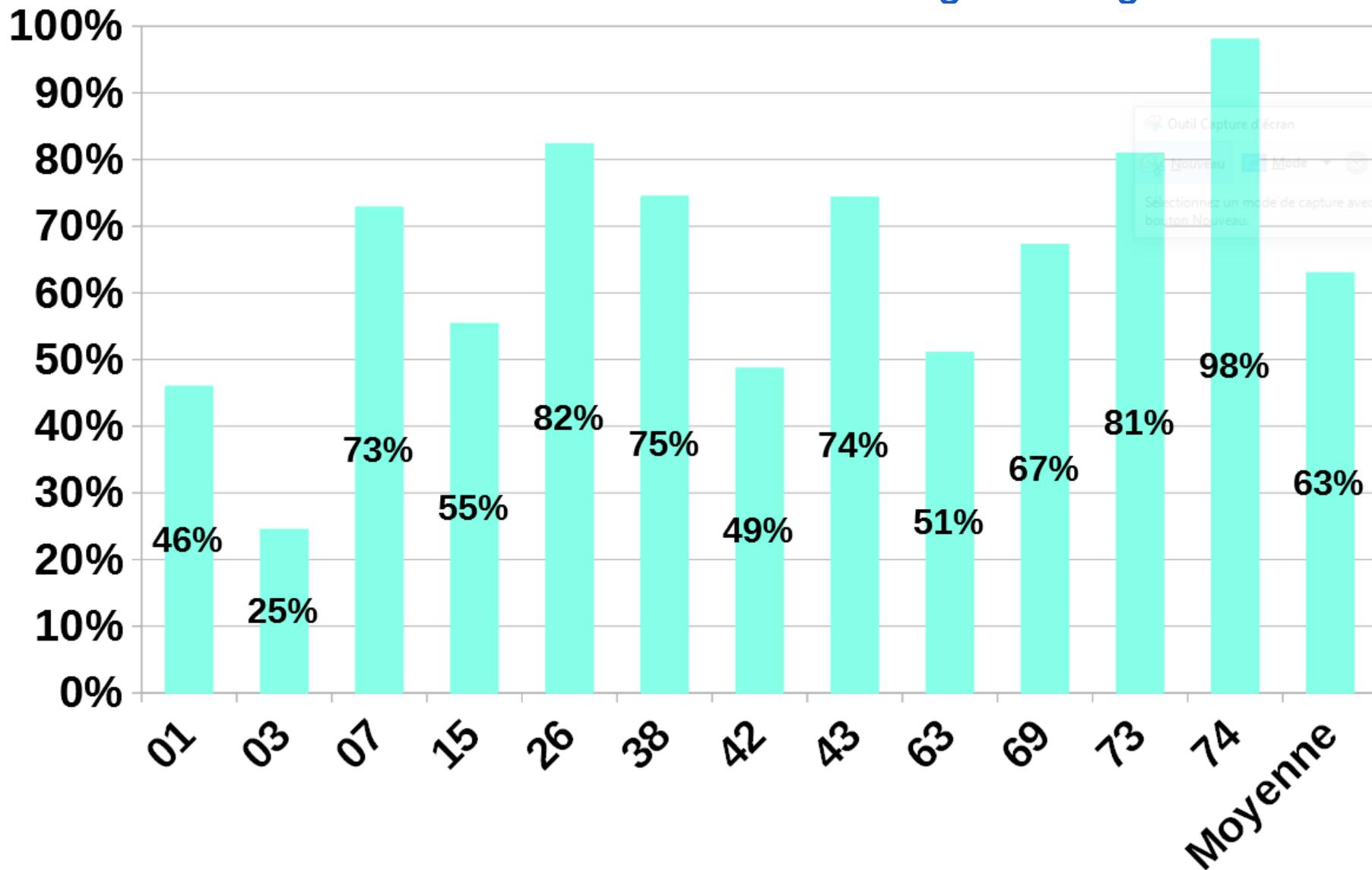
Répartition des installations aidées par année et par type de production



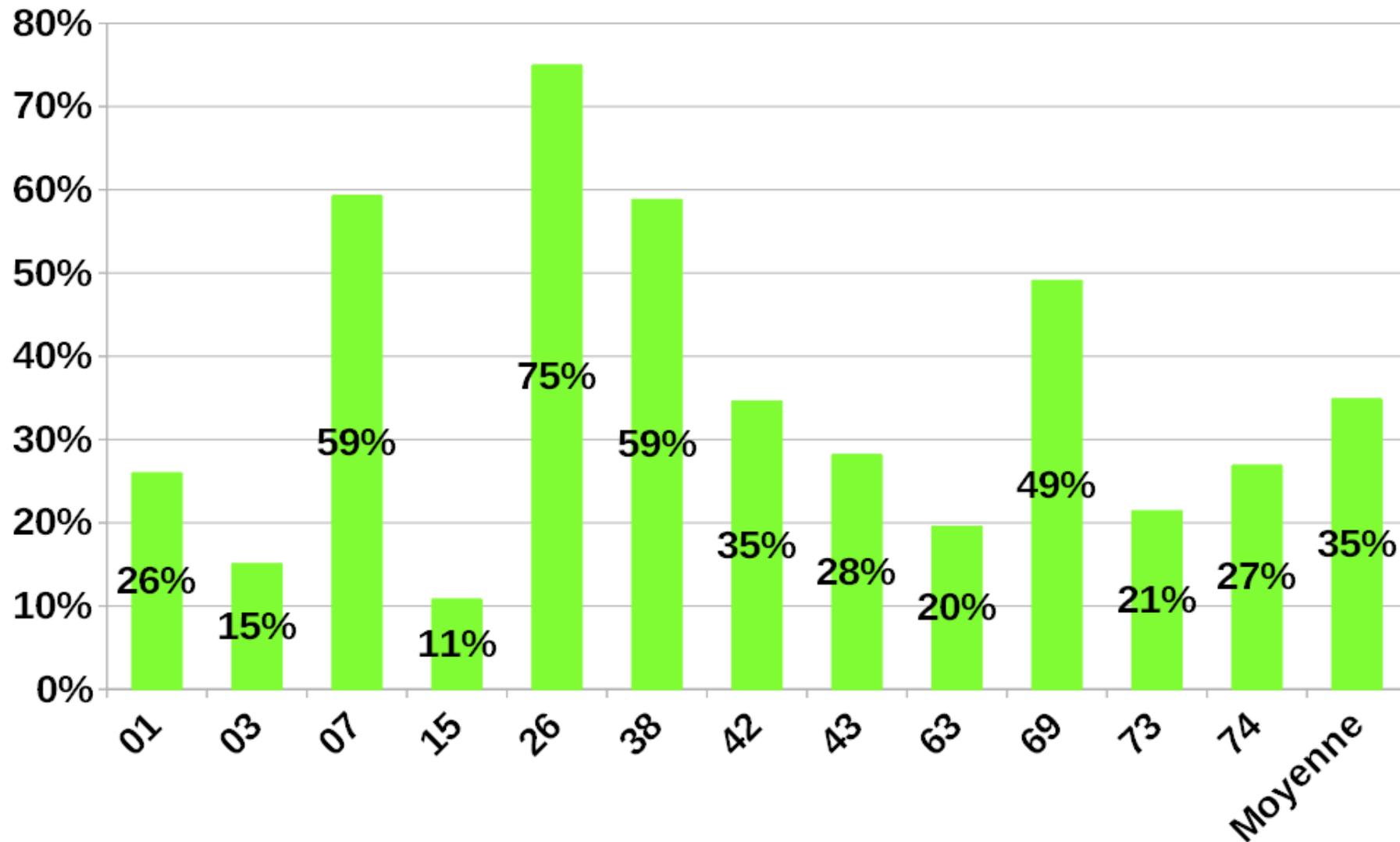
Taux de femmes par type de production (installations aidées de 2015 à 2019)



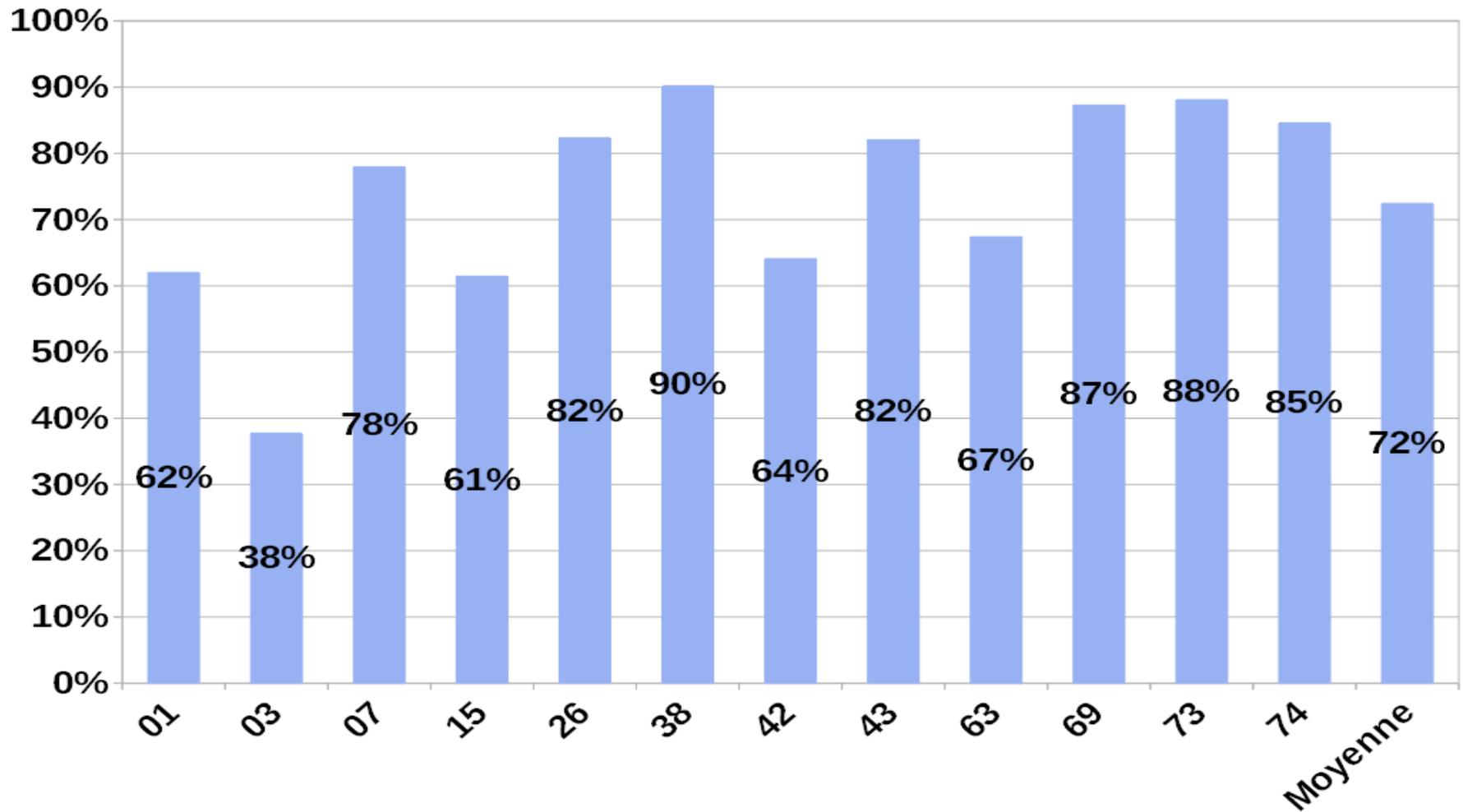
Part des installations aidées par département en 2019 bénéficiant de la modulation agroécologie



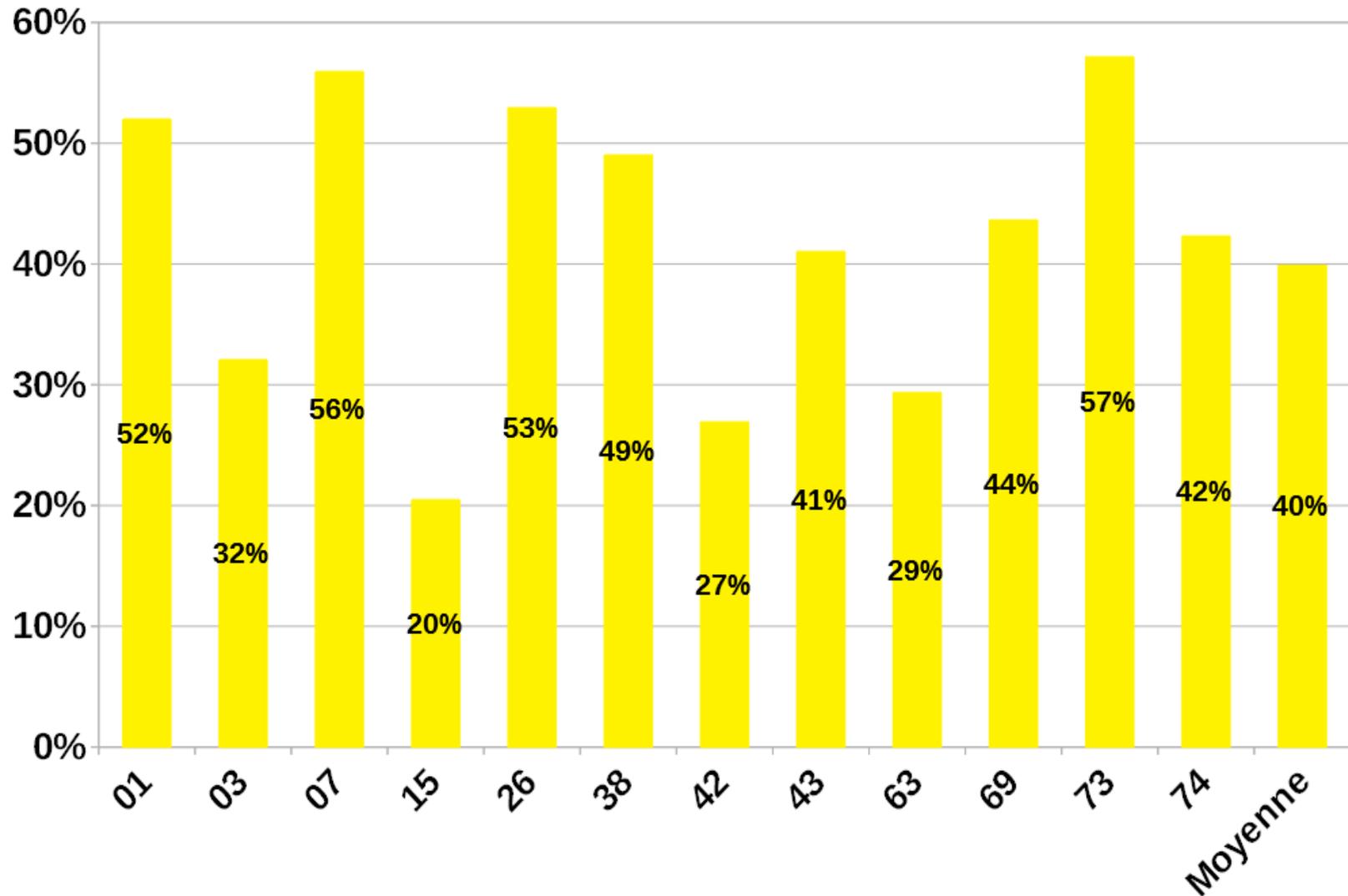
Part des installations 2019 avec un atelier agriculture biologique



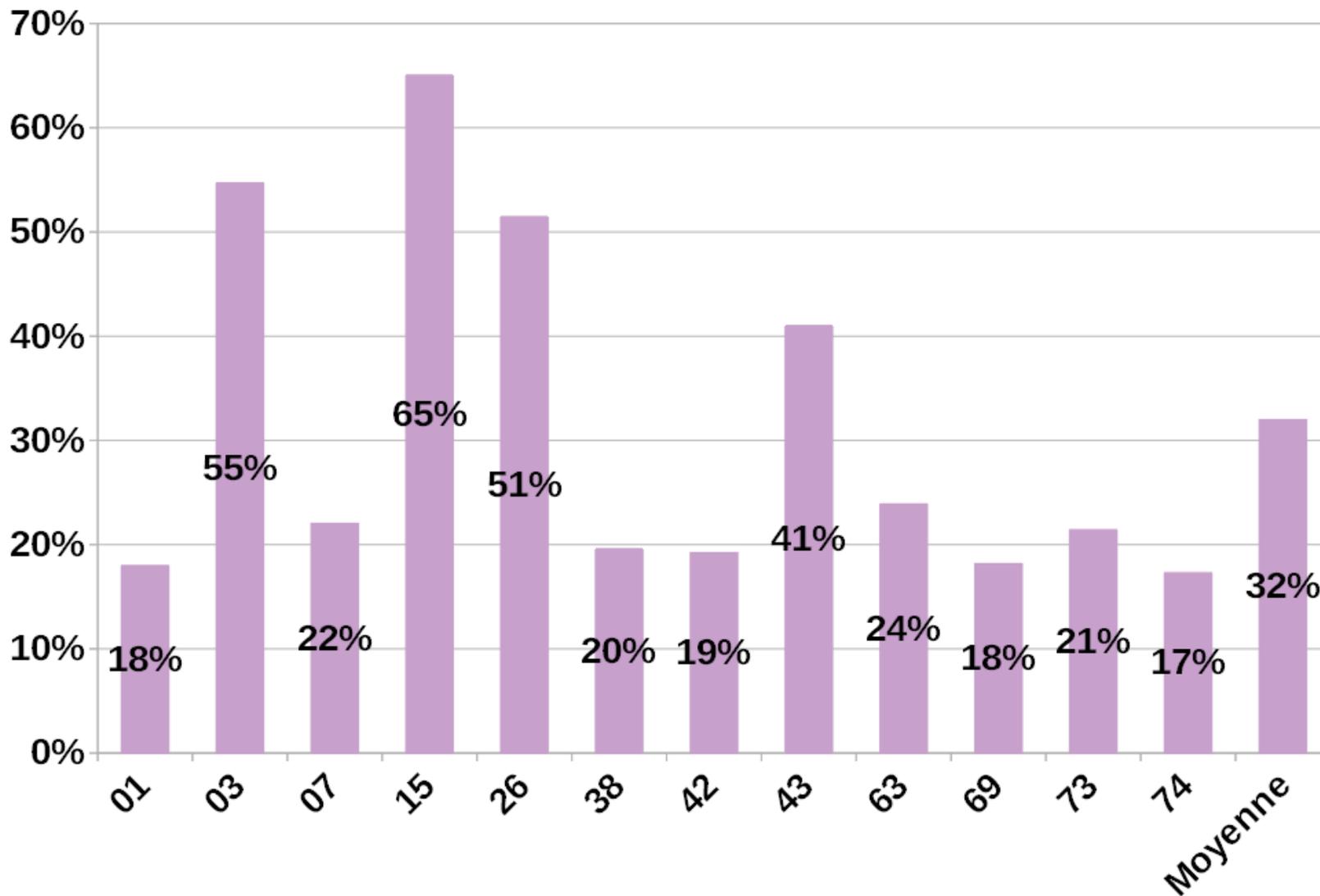
Part des installations aidées par département en 2019 bénéficiant de la modulation création de valeur ajoutée ou d'emploi



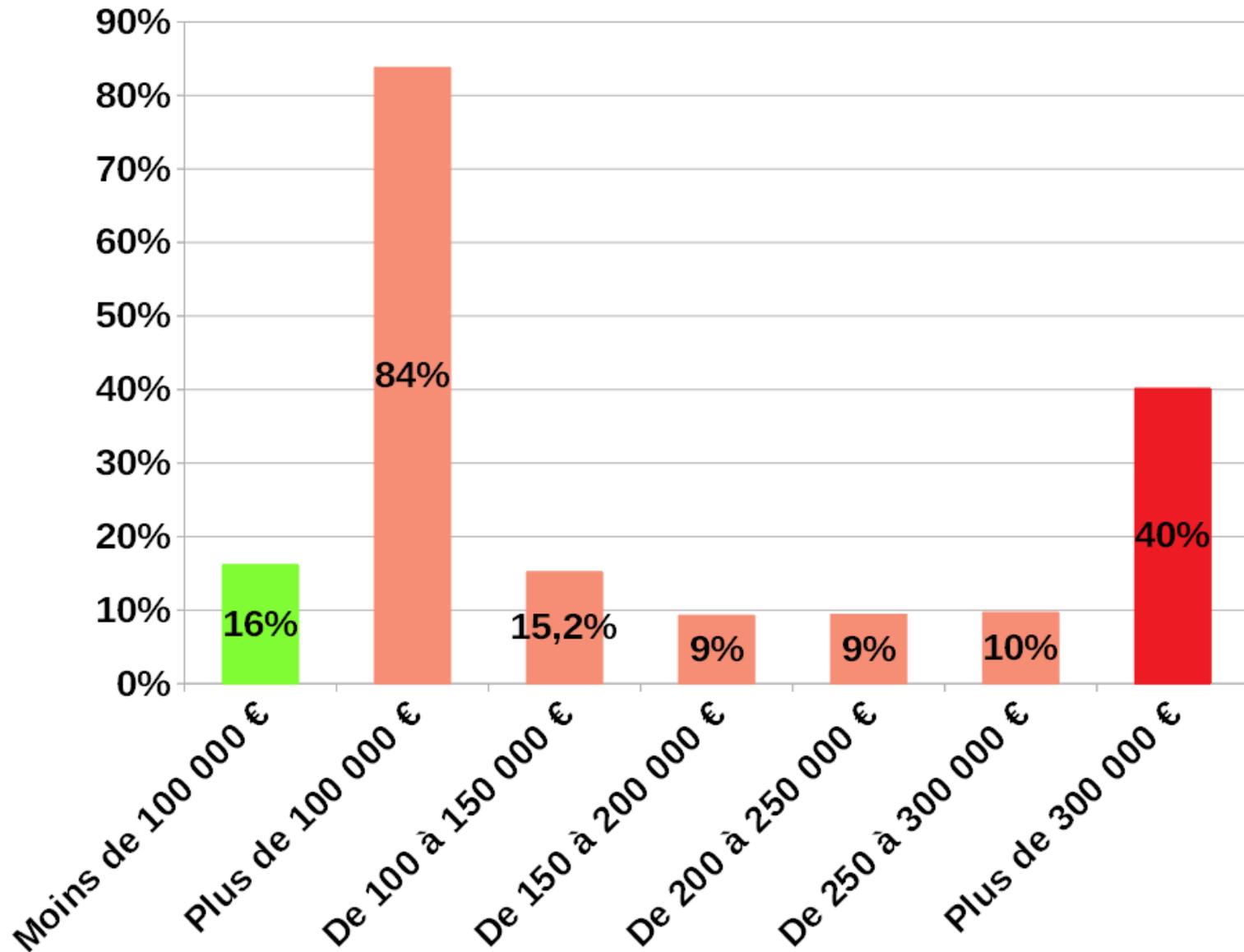
Part des installations aidées par département en 2019 bénéficiant de la modulation hors cadre familial



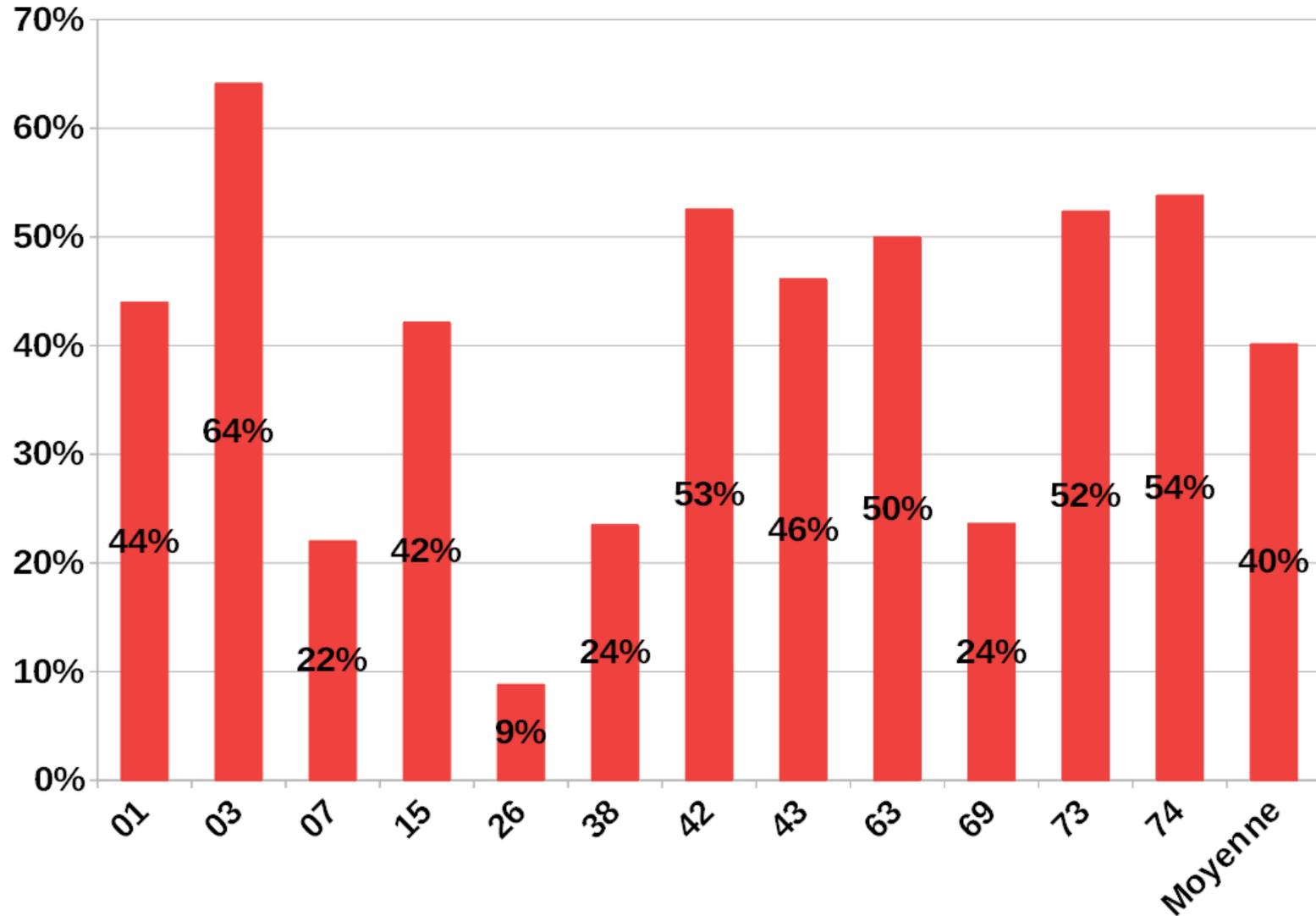
Part des installations aidées par département en 2019 bénéficiant de la modulation pour installation difficile



Montant des investissements des installations aidées en 2019



Part des installations aidées avec plus de 300 000 € d'investissements en 2019



Coût des différentes modulations des DJA 2019 (DJA cofinancées par le FEADER)

Montant de base		47,9%	15 222 620 €
Modulations	HCF	2,9%	921 620 €
	HCF avec coût important	2,6%	826 280 €
	VA et emploi	7,0%	2 224 600 €
	Agroécologie	6,2%	1 970 360 €
	Installation difficile	1,6%	508 480 €
	Coût de reprise ou de modernisation important	31,8%	10 106 040 €
TOTAL		100,0%	31 780 000 €

3 – Bilan de l'AITA 2018-2019

Budget AITA 2018-2019

	2018		2019	
	Nombre de bénéficiaires	Budget engagé	Nombre de bénéficiaires	Budget engagé
PAI	12	398 532 €	12	400 338 €
CEPPP	12	481 500 €	12	488 450 €
Stages 21h	12	115 560 €	12	112 440 €
Animation et communication	4	574 768 €	4	666 773 €
Diagnostics cédants	138	203 440 €	128	170 758 €
Aide à l'inscription au RDI pour transmission à un JA	72	288 000 €	31	124 000 €
Suivis du JA	161	158 480 €	305	304 264 €
Bourses stages	75	35 053 €	52	31 276 €
Indemnité du maître exploitant	65	9 519 €	51	8 778 €
TOTAL	551	2 264 852 €	607	2 307 076 €

Appels à projet AITA communication 2018 et 2019

	2018	2019
Chambre régionale d'agriculture	350 819 €	405 977 €
JA Auvergne-Rhône-Alpes	88 034 €	90 900 €
CELAVAR	80 188 €	99 944 €
Îlots paysans	55 727 €	69 952 €
TOTAL	574 768 €	666 773 €

Budget global installation DJA + AITA (Etat + FEADER en 2018 et 2019)

	2018	2019
AITA	2 265 000	2 307 000
DJA cofinancées part de l'État	6 373 000	6 356 000
FEADER	25 498 000	25 424 000
DJA équestres non cofinancées	229 806	86 000
TOTAL	34 365 806	34 173 000

4 – Financement des formations pré-installation

L'évolution du cadre d'intervention de VIVEA

- x **Décisions au CA VIVEA** du 23 octobre 2018 : évolution en 2019 et 2020 du financement des formations des futurs installés :
 - x Formations émergence : plus financées
 - x Formation technique : si préconisées par le CEPPP
 - x Formation entrepreneuriale : si préconisées par le CEPPP et inscrites au RNCP (en septembre 2020)

- x **Courrier du MAA aux Préfets** du 20 février 2019

- x **Groupe technique régional** le 3 avril 2019 => *feuille de route régionale*



Feuille de route issue du GT du 3 avril 2020

- 1) Synthèse des formations pré-installation dispensées en AuRA
- 2) Cartographie des financements mobilisables
- 3) Travail avec Pôle emploi sur un marché sectoriel « émergence de projets en agriculture »
- 4) Procédure de signature par les conseillers CEPPP de l'attestation d'absence de financements alternatifs.
- 5) Doctrine sur les pré-requis à l'élaboration d'un PPP (maturité d'un projet)

Synthèse des formations pré-installation dispensées en AuRA en 2018

Type de formation	Structure régionale	Durée (en jour)	Nombre de formations par an	Nombre moyen de stagiaires par formation	Nombre de stagiaires global	dont agriculteurs déjà installés (cotisants VIVEA)	Financement VIVEA	Autofinancement par les stagiaires	Autres financements
Emergence	ARDEAR	46			64	0			
	CFPPA	9	4	26	52	0	2 968	3 353	2 009
	Chambre régionale d'agriculture	46	134	218	1 144	0	283 102	0	62 722
	FRAB	7	6	37	56	3	4 200		
Emergence		108	144	281	1 316	3	290 270	3 353	64 731
Entrepreneuriat	ARDEAR	134			569	112			
	CFPPA	18	3	22	36	0	0	0	
	Chambre régionale d'agriculture	109	165	608	1 620		447 678	0	62 288
	FRAB	4	4	27	45	27	19		
Entrepreneuriat		265	172	657	2 270	139	447 697	0	62 288
Technique	ARDEAR	139			834	516			
	CFPPA	88	12	47	81	22	8 406	1	595
	Chambre régionale d'agriculture	91	74	461	734		188 496	0	41 750
	FRAB	62	187	322	724	599	6 682	0	
Technique		380	273	830	2 373	1 137	203 584	1	42 345
Total		752	588	1 768	5 959	1 279	941 551	3 354	169 364

